

La préhistoire et le CNRS

Françoise Audouze



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/551>
DOI : 10.4000/histoire-cnrs.551
ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2003
ISBN : 978-2-271-06068-6
ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Françoise Audouze, « La préhistoire et le CNRS », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 8 | 2003, mis en ligne le 24 octobre 2006, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/551> ; DOI : 10.4000/histoire-cnrs.551

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Comité pour l'histoire du CNRS

La préhistoire et le CNRS¹

Françoise Audouze

- 1 Il n'est pas exagéré de dire que le CNRS a joué un rôle majeur dans le développement de la préhistoire en France². Il a, de façon constante, contribué à son développement, à son élargissement pluridisciplinaire et à la mise en place de nouvelles formations de recherche, stabilisant ainsi des approches novatrices. De deux ou trois chercheurs en 1941, les créations de postes ont permis de passer à 228 pour la préhistoire et la protohistoire en 1999 (tandis que les postes universitaires passaient de trois en 1956³ à moins de trente aujourd'hui). Cet essor a été le fruit conjugué de l'initiative des chercheurs, de la politique des directeurs scientifiques, et des choix de recrutements opérés par la section concernée du Comité national. À la volonté institutionnelle d'organisation de la discipline se sont ajoutées les initiatives d'universitaires et de chercheurs relayés par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique, puis par le ministère de la Recherche, pour créer une dynamique qui a permis à la préhistoire française de rattraper son retard méthodologique des années 1940 et 1950 et d'occuper une place honorable dans l'archéologie mondiale.

Les débuts de la préhistoire au CNRS

- 2 En dépit de l'insistance d'Albert Grenier et de la présence de Jérôme Carcopino au Conseil d'administration, la Caisse nationale de la recherche scientifique, ancêtre du CNRS de 1935 à 1939, ne fit pas de place à l'archéologie et *a fortiori* à la préhistoire⁴. En revanche, elle apparaît comme une des disciplines reconnues dès la création du CNRS en 1939. Le nouvel organisme a pour mission de subventionner et d'organiser la recherche, de constituer un corps de chercheurs, et de préparer à la recherche au moyen de bourses. Il finance et gère ses propres centres de recherche, appartenant tous, dans un premier temps, aux sciences exactes sauf deux⁵, mais subventionne aussi des laboratoires extérieurs publics ou privés et répond à des demandes d'aide individuelles.
- 3 Sur ces bases, la préhistoire va entrer au CNRS de deux façons : de façon institutionnelle pour la gestion des fouilles, et, pour les recrutements, en fonction d'initiatives individuelles de diplômés brillants ou de leurs professeurs qui vont pousser les meilleurs de leurs étudiants à se professionnaliser par le biais du nouvel organisme.

- 4 Longtemps réclamées par les archéologues classiques, mais aussi par Raymond Lantier, les lois Carcopino de 1941 et de 1942 organisent les fouilles en France. Le CNRS se voit confier la mission de contrôle, d'autorisation et de subvention des fouilles en France et à l'étranger par le biais de deux commissions : la 15 pour les fouilles métropolitaines et la 16 pour les missions à l'étranger, qui vont opérer au sein du CNRS de 1942 à 1944. La préhistoire n'y est représentée que par un préhistorien, Raymond Vaufrey, et par un protohistorien, R. Lantier. Un troisième volet concerne les publications avec la création de la revue *Gallia*, fondée par A. Grenier en 1943, qui doit rendre compte des fouilles et recherches métropolitaines.
- 5 En 1945, lors de la réorganisation du CNRS par Frédéric Joliot-Curie, la commission 15 est transférée au service des monuments historiques tandis que la 16 devient la commission des fouilles du ministère des Affaires étrangères. Le CNRS souhaite désormais se consacrer uniquement au développement des recherches fondamentales et appliquées. Il ne conserve qu'un comité technique de la recherche archéologique en France, chargé de la coordination, dont le rôle réel mais non négligeable va être l'édition du périodique *Gallia* auquel s'ajoute *Gallia préhistoire* à partir de 1958.
- 6 En 1941, les quelques chercheurs recrutés l'étaient par le biais de la géologie et de la paléontologie, comme R. Vaufrey, ou de la linguistique, comme André Leroi-Gourhan⁶. En 1945, François Bordes intègre le CNRS en géologie⁷. Ces recrutements dans deux disciplines différentes illustrent déjà les deux voies de développement de la préhistoire qui se traduiront au CNRS jusque dans les années 1990 par le rattachement à deux sections différentes : l'approche géologique, chrono-stratigraphique, en sciences dures, en section 15 avec la géologie et la paléontologie, et l'approche ethnologique – dite ethnologie préhistorique – en sciences humaines en section 20 avec l'anthropologie sociale et l'anthropologie physique.
- 7 À partir de 1948, la préhistoire apparaît comme telle dans une section « géographie, anthropologie, ethnologie, préhistoire », amputée dès 1949 de la géographie. Cette configuration demeurera telle quelle sous des numéros différents jusqu'en 1992 où la géographie physique réapparaît tandis que disparaît l'ethnologie dans une section intitulée « hommes et milieux : évolution, interactions ». Mais jusque dans les années 1980, un certain nombre de sédimentologues-préhistoriens et de paléontologues restent rattachés à la section de géologie (et paléontologie) avant de rejoindre, dans les années 1980, la section de préhistoire, faute d'obtenir une promotion dans une section où ils étaient devenus marginaux avec le passage de la géologie à la géophysique.

Une continuité dans la prospective

- 8 Dans le domaine des idées et des méthodes, il y a évolution progressive avec émergence de nouveaux thèmes et diffusion progressive des nouvelles méthodes plutôt que des renversements brutaux. Ce qui frappe aussi à la lecture des rapports de conjoncture du Comité national⁸, c'est la continuité dans les préoccupations et les priorités affichées par les préhistoriens, durant la brève existence de la commission 15, puis à la section « géographie, anthropologie, ethnologie, préhistoire » (1948) réduite à « anthropologie, ethnologie, préhistoire » (1949-1992)⁹. Les grandes priorités restent sensiblement les mêmes et dérivent d'une analyse de l'ensemble de l'archéologie. Elles ne disparaissent qu'une fois satisfaites, même si les termes changent ou recouvrent peu à peu des réalités différentes. Dans un premier temps qui dure jusque dans les années 1970, les préoccupations vont à la formation à la recherche et à la fouille « moderne », à l'organisation de sauvetages sur les sites archéologiques voués à la destruction, à la

création de centres régionaux (*Rapport de conjoncture du Comité national*, 1959). Dans un deuxième temps qui démarre dès le début des années 1960, la section y ajoute la nécessité d'effectuer une recherche pluridisciplinaire, mais se plaint de ce qu'elle est freinée par une situation structurelle défavorable, par manque de locaux, par le sous-équipement, le trop petit nombre de chercheurs et de techniciens dans les disciplines annexes. Elle demande d'accroître le nombre des datations radiocarbone, de rechercher les longues séquences stratigraphiques permettant de préciser la chronologie (*Rapports de conjoncture* 1960-61 et 1962-63). La demande de postes pour les disciplines dites auxiliaires puis connexes apparaît de façon récurrente, comme la demande de maintenir les opérations de terrain à l'étranger et dans les anciennes colonies après l'indépendance. Mais la pluridisciplinarité entre disciplines égales remplace peu à peu le recours aux sciences annexes. Ces demandes sont réitérées jusqu'à ce que les préhistoriens les estiment résolues.

- 9 En 1962, la section réclame huit postes par an pendant cinq ans en s'appuyant sur un « Rapport sur les objectifs de la recherche archéologique en France » commandé par le ministre des Affaires culturelles en vue du V^e Plan d'équipement (1965-70)¹⁰. Cette demande formulée de façon identique ou légèrement différente est souvent reprise par les réunions suivantes de la section d'anthropologie, ethnologie, préhistoire. Demandes de locaux et de moyens « raisonnablement accrus » continuent à apparaître dans les rapports de conjoncture de la section en 1974 tout comme « un renforcement du recrutement [qui] permettrait de faire face aux programmes d'urgence » et de « couvrir les besoins d'une recherche que les grands travaux et la mécanisation agricole rendent d'une extrême nécessité »¹¹.
- 10 Cette demande sera reprise avec beaucoup de force et en fonction d'une analyse plus approfondie dans le rapport Soustelle¹² en 1975, « La recherche française en archéologie et en anthropologie », commandé par Jacques Chirac, alors Premier ministre. Jacques Soustelle parle de crise de l'archéologie. Il réclame des chaires de préhistoire et de protohistoire à l'Université, un accroissement des postes et des moyens (notamment pour les missions), et la création et l'équipement de laboratoires spécialisés au CNRS (datations, dendrochronologie, palynologie). Il préconise une réorganisation complète de l'archéologie au ministère de la Culture, et une organisation de l'archéologie de sauvetage préventive. Il plaide pour un Institut national d'archéologie et de préhistoire, placé auprès du CNRS, de type Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG) ou Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (IN2P3). Il faudra plusieurs autres rapports¹³, dont le rapport Querrien, pour que le nombre de postes s'élève sensiblement au CNRS.
- 11 Dans les années 1970, les membres de la section commencent à se soucier de programmation ainsi que cela est mentionné à plusieurs reprises dans les rapports de conjoncture. Les préhistoriens sont beaucoup moins sensibles à la crise de l'archéologie que dénoncent vigoureusement quelques jeunes archéologues classiques : les sites préhistoriques sont moins menacés que les sites historiques par les grands travaux d'aménagement. Mais surtout, avec les méthodes de fouille introduites par A. Leroi-Gourhan pour le paléolithique et par Bohumil Soudsky pour la protohistoire, ils ont fait leur *aggiornamento* et ont plus que rattrapé leur retard par rapport aux classiques.
- 12 Un dernier sondage montre qu'en 1992, les préoccupations sont autres, mais toujours tournées vers l'ensemble des acteurs en préhistoire. C'est maintenant la crainte de voir se développer en France une archéologie à deux vitesses en raison du développement

anarchique de l'archéologie préventive où l'on publie peu. En 1996, s'ajoute le souhait d'une politique de renforcement des liens de l'archéologie préventive avec les organismes de recherche.

- 13 La persévérance du milieu et sans aucun doute l'analyse stratégique des directeurs scientifiques successifs ont peu à peu permis de satisfaire les demandes, en partie du moins. Le problème des locaux et de l'équipement, par exemple, évoqué depuis le début des années 1960, ne reçoit de solution cohérente qu'à partir des années 1980 et surtout 1990. La solution ne vient d'ailleurs pas toujours du CNRS : le problème des sauvetages de sites menacés de destruction est en partie réglé au milieu des années 1970 par la création de l'Association française pour l'archéologie nationale¹⁴ (AFAN). Son très récent remplacement par l'Institut national de recherches archéologiques préventives¹⁵ (INRAP), établissement public à caractère administratif depuis le 1^{er} février 2002, devrait mieux faciliter les études consécutives à la fouille et les publications.
- 14 Les recrutements ont porté jusqu'à la fin des années 1970 sur des préhistoriens généralistes des différentes périodes chronologiques de la préhistoire et des aires culturelles extra-métropolitaines. Dans les années 1950 et 1960, chaque grand patron présent en section peut prétendre à un ou plusieurs recrutements sur quatre ans. L'éventail des affectations s'ouvre avec la multiplication des équipes de recherche indépendantes et la représentation des chercheurs de rang B au Comité national. Ce n'est vraiment qu'à la fin des années 1970 que le recrutement de spécialistes devient courant (avec en premier des technologues du lithique et des archéozoologues).

Des initiatives individuelles à la programmation institutionnelle
Les initiatives individuelles

- 15 Dans la décennie qui suit sa création, le CNRS accueille, comme le veut sa mission, plusieurs centaines de chercheurs et gère une vingtaine de laboratoires. Les scientifiques qui n'y trouvent pas place sont isolés mais peuvent bénéficier d'aides individuelles, tout comme les laboratoires ou enseignants-chercheurs extérieurs. Les premiers regroupements puis laboratoires en préhistoire s'organisent donc sur l'initiative de préhistoriens entrepreneurs qui, dès que le CNRS leur en donne l'opportunité, institutionnalisent leurs équipes.
- 16 L'Institut de paléontologie humaine (IPH) a été la première institution à regrouper des paléontologues humains et des préhistoriens et représente durant les soixante-dix dernières années un lieu privilégié de formation à la recherche en préhistoire. De nombreux chercheurs au CNRS s'y sont formés et y ont été rattachés. Dès 1948, l'IPH reçoit une aide annuelle du CNRS¹⁶. Du côté du musée de l'Homme et de l'Institut d'ethnologie, A. Leroi-Gourhan, peu après avoir été nommé professeur à l'université de Lyon et sous-directeur intérimaire au musée de l'Homme, crée le Centre de formation à la recherche ethnologique (CFRE). On y enseigne, sur un cycle de deux ans, l'apprentissage aux techniques d'enquête, l'anthropologie physique, la préhistoire, la technologie, la sociologie et la linguistique ainsi que les techniques d'enregistrement sur le terrain¹⁷. Dès 1948, le CNRS lui accorde une modeste subvention qui couvrira l'impression du bulletin. A. Leroi-Gourhan fonde quelques années plus tard, en 1961, le Centre de recherches pré-et protohistoriques (CRPP), destiné également à former les étudiants avancés au terrain et qui deviendra sa première équipe de recherche en 1969. L'école de pensée d'ethnologie préhistorique trouve là ses fondements et se développera ensuite à partir du chantier-école de Pincevent.

- 17 Autre maître à penser de la préhistoire, F. Bordes, dès son accession à la maîtrise de conférences à Bordeaux en 1956, transforme en Institut de préhistoire l'Institut de préhistoire et d'anthropologie de son prédécesseur. Enseignant dans une faculté des sciences en géologie du quaternaire et en préhistoire, F. Bordes commence à former des sédimentologues et préhistoriens qu'il présentera au CNRS en section de géologie tandis que Denise de Sonneville-Bordes forme des spécialistes du paléolithique supérieur et du néolithique présentés en section anthropologie, ethnologie et préhistoire. L'approche chronostratigraphique trouve là ses origines.
- 18 Bien que ce centre de recherche n'ait pas dépendu de la section « anthropologie, ethnologie et préhistoire », il faut quand même dire un mot du Centre mécanographique de documentation archéologique que Jean-Claude Gardin parvient à faire créer dès 1957¹⁸. À cette époque, les centres de recherche du CNRS sont rares en sciences humaines et inexistantes en archéologie. Le CNRS confie en 1955 à J.-C. Gardin une mission pour mettre au point des méthodes d'analyse documentaire permettant de constituer des catalogues mécanographiques pour divers secteurs de l'archéologie. Un certain nombre de travaux sortiront de cette entreprise dont, pour la préhistoire et la protohistoire, le volume sur *Les Outils de l'âge du bronze des Balkans à l'Indus* de Jean Deshayes et un code analytique en collaboration avec A. Leroi-Gourhan relatif aux ouvrages conservés par la Société préhistorique française. Ce code modifié inspirera plus tard le Réseau d'information et de documentation archéologiques (RIDA), qui servira à son tour pour la construction de la partie préhistorique de la base de données bibliographique en réseau, Frantiq, créée par Bruno Helly à la Maison de l'Orient. Le Centre mécanographique de documentation archéologique deviendra le Centre d'analyse documentaire pour l'archéologie (CADA) puis l'unité de recherche associée n° 1 du Centre de recherches archéologiques (CRA).
- 19 À cette époque, les laboratoires ne bénéficient pas encore d'un vrai statut. Mais le CNRS décide en 1961 d'attribuer des subventions plus importantes à des groupes de recherche qui se sont constitués autour de directeurs de recherche du CNRS travaillant dans des locaux non-CNRS. Deux groupes font une demande et obtiennent des crédits. Ce sont, au musée de l'Homme¹⁹, le groupe de Léon Pales et, à la faculté des sciences de l'université de Rennes, le groupe de Pierre-Roland Giot²⁰. La même année, est créé à Gif, en partenariat avec le Commissariat à l'énergie atomique, le Centre des faibles radioactivités dont les datations radiocarbone puis par thermoluminescence jouent un rôle essentiel dans le développement de la chronologie absolue.
- 20 Pierre Jacquinot²¹ donne forme et reconnaissance statutaire à plusieurs catégories de formations de recherche. Les préhistoriens beaucoup plus que les archéologues classiques vont se précipiter pour faire reconnaître leur équipe dès qu'elle atteint la configuration minimale requise. Les recherches coopératives sur programme (RCP) créées en 1963 pour trois ou quatre années renouvelables rassemblent des chercheurs de disciplines et de sections différentes sur un programme de recherche commun. Dès 1964, des ethnologues et des préhistoriens s'allient pour fonder la RCP Mexique (Guy Stresser-Péan), puis en 1966 une RCP sur la boucle du Niger (Jean-Paul Leboeuf), et une RCP pour l'ethnohistoire du Pacifique (Jean Guiart). Le cas de Jean Perrot est encore plus caractéristique de ces initiatives individuelles réussies. Boursier de l'École biblique et archéologique de Jérusalem, entré au CNRS en 1946, il développe des recherches en Israël sur les sociétés pastorales du IV^e millénaire, puis sur la néolithisation tout en modernisant les méthodes de fouilles. À partir de 1954, il rassemble autour de lui des étudiants et des chercheurs dans une mission française en Israël informelle. Dès 1964, il fait la demande d'une RCP qui

réunit des chercheurs des sections « langues et civilisations orientales », « anthropologie, ethnologie et préhistoire » et « géologie » pour étudier « l'évolution des civilisations paléolithiques, la naissance et les premiers développements des civilisations (en Israël, Iran et Turquie) ». De la RCP 50, découlera ensuite la Mission permanente n° 3 du CNRS en Israël (1974-1986), remplacée par l'équipe de recherches n° 321 et le Centre de recherches préhistoriques français de Jérusalem (1979-1989), aujourd'hui Centre de recherche français de Jérusalem²². Dès 1969, il existe sept RCP en préhistoire.

- 21 Entre 1963 et 1966 sont créés d'une part les laboratoires de recherche, à fort effectif, et les équipes de recherche, d'au moins cinq ou six chercheurs (1966) dirigés par un directeur de recherche, et, d'autre part, en 1966, les formations dirigées par un professeur ou un maître de conférences : les laboratoires associés et les équipes de recherches associées. La première année, seuls quelques grands laboratoires associés d'ethnologie peuvent voir le jour. Mais dès l'année d'après, les candidatures en préhistoire se bousculent : Lionel Balout pour un laboratoire associé de typologie paléolithique à l'Institut de paléontologie humaine, A. Leroi-Gourhan pour transformer son CRPP en équipe de recherche associée, Gabriel Camps, professeur à Aix, pour une équipe de recherche associée sur la préhistoire et la protohistoire de l'Afrique du Nord. L'année suivante, c'est le tour de l'Institut du quaternaire à Bordeaux qui devient le laboratoire associé n° 133. Les années suivantes voient toutes les équipes de préhistoire obtenir une reconnaissance statutaire et financière. Deux stratégies coexistent : l'une consiste à rassembler des chercheurs travaillant sur des périodes et des régions diverses sur une même problématique (équipe de recherche d'ethnologie préhistorique) ; l'autre à couvrir une région en confiant à chacun une micro-région (laboratoire associé de F. Bordes, équipe de recherche Max Escalon de Fonton). Le contraste est marqué avec les archéologues classiques beaucoup moins pressés de se regrouper sous la houlette du CNRS. Par ailleurs, les demandes de RCP continuent à être nombreuses en section anthropologie, ethnologie et préhistoire, et servent bien souvent de marchepied à de jeunes chercheurs pour fonder leur équipe.

De la programmation institutionnelle au pilotage de la recherche par le CNRS et le ministère de la Recherche

- 22 En 1945, le CNRS avait institué des colloques nationaux et internationaux, ces derniers avec l'aide de la fondation Rockefeller. L'un d'eux, organisé dans les années 1950 sur « les processus de l'homínisation » par Henri Vallois, fit date en paléontologie humaine et préhistoire. On ne peut citer tous les colloques qui ont joué un rôle moteur dans l'évolution de la discipline. Deux mentions tout de même : pour le colloque international « L'emploi des calculateurs en archéologie », à Marseille, en 1969, et pour le colloque international CNRS « La fin des temps glaciaires en Europe », à Bordeaux, en 1977. Les tables rondes subventionnées par le CNRS, de dimensions plus réduites, ont aussi joué un rôle réel dans l'évolution de la discipline en permettant de faire le point sur des sujets pointus, tels que « les traces d'utilisation sur les outils néolithiques du Proche-Orient »²³.
- 23 La grande entreprise des années 1970 est la création et le développement du Centre de recherches archéologiques²⁴. Elle est issue d'une réflexion menée dans l'entourage d'Henri Seyrig, fondateur de l'Institut de Beyrouth, qui milite avec un certain nombre d'archéologues classiques pour un Institut national d'archéologie. Hubert Curien, récemment nommé directeur général du CNRS, pense de son côté que, pour moderniser l'archéologie, il faut lui donner des moyens d'analyse²⁵. Une mission de préfiguration est confiée en 1970 à J.-C. Gardin pour préparer un Centre de recherches archéologiques,

laboratoire propre, qui réunira des équipes, acceptées, pour un certain temps, en fonction d'un programme de recherche, autour d'un noyau central de services techniques chargés de répondre aux besoins des équipes en matière d'instrumentation²⁶. On est loin d'un Institut national d'archéologie tel que le concevait H. Seyrig. Un embryon de centre se met en place à Ivry, avec un service de documentation et quelques collaborateurs techniques, sous la direction de Michel de Bouard (1970).

- 24 Trois handicaps très sérieux vont empêcher le développement du CRA dans les directions prévues. Le premier est que toutes les équipes en place un tant soit peu dynamiques entendent bien tirer avantage du gâteau en raison du sous-équipement chronique en collaborateurs techniques. On passe donc d'un réseau de 5 équipes permanentes, dont une de préhistoire sud-américaine, à 10 en 1972 (dont 2 de préhistoire), puis 13 en 1973 (dont 5 en pré- et protohistoire). Huit autres viennent s'y ajouter en 1976 rendant le réseau à peu près ingouvernable en dépit des efforts des directeurs successifs J.-C. Gardin, M. de Bouard, Bernard Groslier, Roland Martin et B. Helly.
- 25 Le deuxième handicap est la localisation de l'échelon central à Sophia-Antipolis, Valbonne, dans les Alpes maritimes, voulue par Pierre Creyssel, directeur administratif et financier du CNRS, soutenu par J.-C. Gardin. Le bâtiment inauguré en 1976 est superbe et spacieux mais il est éloigné de tout et en particulier d'une université active en archéologie. Le troisième handicap tient à ce que les chercheurs, dans leur ensemble, ne viendront pas et que les services centraux ne pourront jamais recruter assez de collaborateurs techniques, la région ne recelant pas les moyens humains que le CNRS souhaitait attirer en interne. Ils fonctionneront donc chacun avec une ou deux personnes, qui, quelles que soient leur compétence et leur bonne volonté, ne pourront jamais travailler que pour une ou deux équipes à la fois et mécontenteront toutes les autres.
- 26 Jean Pouilloux, épigraphiste helléniste devenu directeur du département des humanités en 1976, va utiliser le Centre de recherches archéologiques comme outil d'une politique scientifique. Il a déjà procédé au regroupement réussi d'équipes et de bibliothèques au sein de la Maison de l'Orient méditerranéen en 1972 à Lyon²⁷ laquelle inclut une équipe de préhistoire. Alors que la création de nouveaux laboratoires est contrecarrée par la direction générale en raison de leur prolifération, notamment en sciences humaines, il va se servir du parapluie que constitue le Centre de recherches archéologiques pour créer des équipes. Il va ainsi développer l'archéologie dans les marges de ses domaines majeurs, dans les périodes basses ou archaïques (archéologie classique au Levant, archéologie médiévale, archéologie protohistorique du Golfe et de l'Iran oriental, protohistoire égéenne), dans les régions extra-métropolitaines (préhistoire andine, archéologie du Mexique) ou dans les approches nouvelles (archéométrie, technologie lithique). Ses successeurs continueront sa politique et la plupart des équipes de recherche de préhistoire créées dans des domaines nouveaux entre 1983 et 1994 le seront au sein du Centre de recherches archéologiques, en particulier des équipes qui n'auraient pu voir le jour ailleurs, vu leurs faibles effectifs de départ (unités de recherches associées n° 35 « chrono-écologie » en 1985, n° 37 « préhistoire et environnement quaternaire », et n° 38 « archéozoologie du Proche-Orient » en 1989, n° 39 « paléométaballurgie du fer » en 1991).
- 27 En 1985, Maurice Godelier, qui a remplacé J. Pouilloux comme directeur du département désormais unifié des sciences de l'homme et de la société, aidé de son chargé de mission Jean-Paul Demoule, décide de réformer le Centre de recherches archéologiques, trop vaste et hétérogène. Il réduit à douze le nombre d'unités de recherche associées et transforme en unité propre de recherche, laboratoire associé ou unité de recherche

associée, les équipes de recherche associées, non sans de vives protestations de la part de ces dernières. Sont conservées les équipes des domaines jugés encore fragiles dans leur développement : archéométrie, archéologie protohistorique, archéologie des marges proche-orientales et archéologie médiévale. Les collections publiées sont réformées et munies d'un comité de lecture. Les Rencontres internationales annuelles d'histoire et d'archéologie d'Antibes créées par B. Helly et continuées par son successeur, Françoise Audouze, se recentrent sur des sujets pluridisciplinaires qui attirent une audience plus fournie et leurs actes deviennent des références sur les approches nouvelles (*Archéologie et Espace*, 1989 ; *Ethnoarchéologie*, 1991 ; *L'Homme et la dégradation de l'environnement*, 1994 ; *Les Arts du feu*, 1999 ; *Datation*, 2000). Le service de publication connaît un accroissement d'activité et ses collections font partie des séries CNRS. Les missions des services centraux sont redéfinies et se partagent entre service et recherche. Le CRA a été une indéniable réussite dans ses activités de réseau. Il a permis une diffusion très rapide des innovations entre unités de recherche associées. Il ne l'a pas été pour les services pour la plus grande frustration de ses collaborateurs techniques.

- 28 Les grands laboratoires de préhistoire nés dans les années 1960 (ceux d'A. Leroi-Gourhan à la Sorbonne puis au Collège de France, de F. Bordes à Bordeaux, de P.-R. Giot à Rennes et de Camps à Aix) ainsi que le Centre d'anthropologie des sociétés rurales de Jean Guilaine à Toulouse restent en dehors du Centre de recherches archéologiques, mais leurs directeurs siègent régulièrement au conseil scientifique et certains participent activement à la définition de sa politique scientifique.
- 29 La politique des directeurs scientifiques successifs du CNRS va s'exercer dans deux autres domaines : les publications et les actions incitatives. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les périodiques scientifiques faisaient face à des difficultés financières récurrentes. J. Pouilloux, pour assurer la pérennisation de certains journaux qu'il considérait comme essentiels, en fait des périodiques propres du CNRS, et parmi eux *Paléorient* et *La Revue archéologique de l'Est* où la préhistoire tenait une grande place. Dix ans plus tard, Michel Gras, directeur adjoint de Jacques Lautman, directeur du département des sciences humaines et sociales en 1988, puis d'Alain d'Iribarne, directeur suivant des SHS de 1988 à 1992, mettent en place une refonte complète des revues d'archéologie en concertation avec la sous-direction de l'archéologie du ministère de la Culture et les régionalisent afin d'assurer des subventions des collectivités territoriales tout en les rendant multipériodes. Les informations d'archéologie et de préhistoire sont regroupées par Christian Goudineau et J. Guilaine dans une troisième série : *Gallia Information* puis transférées sur CD-Rom par Fanette Laubenheimer. Ces réformes ne parviennent cependant pas à assurer une autonomie financière à ces revues. La disparition progressive des amateurs est sans doute une des raisons de la baisse des abonnements individuels. Parallèlement, M. Godelier suit une politique de soutien actif aux bibliothèques d'archéologie (entre autres celles de protohistoire et d'archéologie orientale à l'université de Paris I et de protohistoire à Rennes et Toulouse).
- 30 Dès la naissance du CNRS, il avait été entendu qu'il ne devait pas se contenter de suivre et d'encourager mais qu'il devait inciter. P. Jacquinet crée des actions spécifiques sur une ligne budgétaire « souple » et, dès 1967, l'action « Éthiopie » vient soutenir la Mission de l'Omo, organisée par le Muséum et dirigée par Camille Arambourg puis Yves Coppens, et à laquelle participe Jean Chavaillon. En 1969, P. Jacquinet, puis H. Curien, satisfaits du succès de la formule, créent les Actions thématiques programmées (ATP) sur le modèle des actions concertées de la DGRST²⁸. Ces programmes de recherche sur appel d'offres,

bien dotés en fonctionnement et en moyens (équipement et vacations), vont profondément contribuer à l'évolution de l'archéologie et de la préhistoire, à la modernisation de leurs méthodes et à l'introduction des nouvelles sous-disciplines. Mais les ATP n'interviennent en préhistoire et en archéologie qu'à la suite du rapport Querrien (1982). Elles auront pour particularité d'être subventionnées de façon tripartite par le CNRS, le ministère de la Recherche et le ministère de la Culture.

- 31 Une première action concertée DGRST, « archéologie métropolitaine », voit d'abord le jour (1978-82). L'environnement végétal et animal y tient déjà une place importante ainsi que les banques de données. Une action concertée du CNRS suit en 1983. Le nombre des projets d'environnement s'y accroît encore ; l'archéologie funéraire y fait son apparition. Elle est suivie, en 1985, par une ATP du CNRS, « archéologie métropolitaine » visant à soutenir des projets de recherche novateurs susceptibles de dynamiser la recherche archéologique métropolitaine, de développer des centres régionaux, et de favoriser, entre autres, la paléozoologie, la paléobotanique, l'anthropologie physique pour des analyses démographiques et sociologiques, l'archéologie du paysage, l'ethno-archéologie et l'étude des milieux humides. On reconnaît là des thèmes qui sont devenus des éléments essentiels des recherches pluridisciplinaires en préhistoire. Sur les soixante projets ayant répondu à l'appel d'offres, on trouve 3 projets portant sur le paléolithique, 5 sur le néolithique et 8 sur tout ou partie de la protohistoire. L'environnement est le thème le plus fréquent. Cette ATP permet le développement des centres régionaux de Soissons (avec les recherches de la vallée de l'Aisne) et de Lattes²⁹.
- 32 Dans un champ voisin, le CNRS met en place en 1986 une ATP « histoire de l'environnement » dans le cadre du Programme interdisciplinaire de recherche sur l'environnement. Préhistoriens et archéologues se glissent dedans, non sans susciter le courroux de certains géographes peu soucieux de les voir courir sur leurs terres. Sur 35 projets retenus, trois émanent de préhistoriens.
- 33 Puis le CNRS met en place successivement en 1987 une ATP « archéologie métropolitaine – archives de fouilles » (1987-1990) puis une ATP « archéométrie » pour le développement d'approches nouvelles en archéologie par les méthodes de la physique, de la chimie, des mathématiques et des sciences de la Terre. En 1989 une troisième et dernière ATP « archéologie métropolitaine » est lancée, « formation », qui vient suppléer les carences des universités en matière de formation aux méthodes de terrain.
- 34 Ces ATP permettent de changer d'échelle dans les opérations de terrain et de s'approprier des méthodes nouvelles, d'approfondir les problématiques de l'anthropisation de l'environnement, d'informatiser les résultats des travaux de terrain et de développer les méthodes archéométriques.
- 35 Parallèlement, les collaborations internationales sont favorisées au moyen de Programmes internationaux de coopération scientifique (PICS). Quatre ont été créés entre 1994 et 1996 pour des coopérations avec la Turquie, la Bulgarie, le Kazakhstan et Israël. De 1982 à 1992, une remarquable continuité dans la politique scientifique des directeurs du département des sciences de l'homme et de la société a permis une évolution considérable de la préhistoire et de l'archéologie.
- 36 En 1994, une grave crise financière atteint le CNRS, peu après l'arrivée d'une nouvelle direction scientifique où la préhistoire est représentée par Marie-Antoinette de Lumley. Elle met un coup d'arrêt à la politique scientifique suivie depuis vingt ans en archéologie (et donc en préhistoire). Les ATP cessent et les recrutements de la section « hommes et

milieux : évolution, interactions » s'orientent pour la préhistoire vers la paléontologie humaine et les approches culturelles au paléolithique.

- 37 La nouvelle politique met l'accent sur la construction de maisons des sciences de l'homme (MSH) où sont regroupées plusieurs disciplines dans une ou plusieurs unités mixtes de recherche réunies au sein d'une fédération ou d'une unité mixte de service. Le ministère et le CNRS souhaitent mettre en place les conditions d'une nouvelle pluridisciplinarité. Les équipes du Centre de recherches archéologiques rejoignent les maisons des sciences de l'homme d'Aix, de Lyon (transformation de la MOM) et de Nanterre, ce qui met fin en 1997 au réseau du Centre de recherches archéologiques. À Toulouse, le laboratoire d'anthropologie des sociétés rurales associé à l'EHESS et au Collège de France, et dirigé par Jean Vaquer, reste localisé ailleurs, bien qu'associé à la Maison des sciences de l'homme de Toulouse. Les MSH mettent en place une nouvelle dynamique qui, comme au Centre de recherches archéologiques antérieurement, transcende les différences chronologiques.
- 38 La direction générale du CNRS met en place dans chaque département de nouvelles formes de programmes incitatifs, transdisciplinaires cette fois. La préhistoire n'y est plus qu'une composante parmi d'autres disciplines et la paléontologie humaine reprend une place centrale. Ces programmes tournent autour de l'hominisation³⁰ puis de l'environnement et enfin de la cognition avec l'arrivée d'une nouvelle direction scientifique en 1998. Le programme « Origine de l'Homme, du langage et des langues » est franchement orienté vers les sciences cognitives, mais la préhistoire y figure par le biais de la culture matérielle comme témoin des capacités cognitives³¹. Parallèlement, des appels à projets nouveaux permettent en 1999, 2000 et 2001 à quelques jeunes préhistoriens de lancer de nouvelles initiatives. On constate, après vingt ans d'ATP et programmes, que cette politique permet de développer et de conforter des approches nouvelles mais pas de les faire émerger dans les temps prévus en raison de durées trop courtes. C'est souvent avec plusieurs années de retard que les effets positifs s'en font sentir.

La préhistoire au CNRS aujourd'hui

- 39 Si la préhistoire française reste aujourd'hui incontournable pour les études paléolithiques dans le monde, ce n'est pas seulement en raison de l'abondance et de l'importance de ses sites de plein air et en grotte, c'est aussi en raison de son dynamisme et de sa pluridisciplinarité, et elle le doit largement au CNRS. Le voisinage au sein de cet organisme de toutes les disciplines scientifiques lui a permis de se situer au carrefour des sciences de la Terre, des sciences de la vie et des sciences de l'homme et de la société.
- 40 Au CNRS, la préhistoire est aujourd'hui une discipline reconnue, qui comprend environ 180 chercheurs relevant de la section ³¹ « hommes et milieux » (voir tableau ci-après). Ce sont des préhistoriens et des protohistoriens, des spécialistes de l'environnement et de la faune, des spécialistes des sciences de la Terre et quelques archéomètres³². La préhistoire est devenue « un champ d'intégration d'une multitude de disciplines » ³³ appliquées à l'étude du passé sous toutes ses formes.
- 41 L'évolution qu'a connue la préhistoire dans les vingt dernières années l'a conduite d'une part à renforcer la pluridisciplinarité et à l'enrichir de nombreuses spécialités au fur et à mesure qu'elles apparaissaient dans les sciences voisines, d'autre part à englober nombre de ces spécialités en se transformant elle-même. Cette évolution est partagée par l'ensemble de l'archéologie³⁴. Ce n'est plus guère que par les différences d'échelle dans le temps et dans l'espace, par l'importance des phénomènes taphonomiques dans la

préservation des données et par le fait de s'intéresser à des formes non modernes de l'Homme qu'elle s'en distingue.

- 42 À l'origine de ce mouvement d'intégration, on trouve le rejet récurrent, par les autres disciplines, des chercheurs qui s'intéressent de trop près aux problématiques archéologiques³⁵ et que la section 33 puis 31 ont été conduites à accueillir en leur sein. Plus profondément, il s'est agi d'une prise de conscience progressive de ce qu'implique une perspective archéologique dans les sciences de la Terre et de la vie. Prenons l'exemple de l'archéozoologie. On a, à l'origine, la paléontologie animale, qui s'intéresse à la caractérisation des espèces et à l'évolution. Les vestiges fauniques ont valeur de marqueurs chronologiques et climatiques. Or les paléontologues travaillant sur les faunes de sites archéologiques ont peu à peu compris que les animaux dont on retrouvait les restes témoignaient aussi des comportements de chasse (puis d'élevage) et d'utilisation des matières animales. Ils se sont rendu compte que les ossements subsistants ne provenaient pas d'un tri aléatoire mais d'une sélection créée par des dégradations chimiques et biologiques post-dépositionnelles et par les choix opérés par les hommes. La taphonomie³⁶, qui étudie cette sélection, est devenue un préalable indispensable aux études ostéologiques dans les sites préhistoriques³⁷. L'étude des sédiments a subi, elle aussi, une mutation profonde. On utilise désormais le terme de géoarchéologie qui recouvre plusieurs approches complémentaires, de l'étude analytique de la composition et de la granulométrie des sédiments pour les caractériser à l'étude plus spatiale (géomorphologique) de mise en place du paysage et à la paléo-pédologie qui, à l'aide des analyses micromorphologiques, reconstitue les faciès structuraux successifs des sédiments et leur anthropisation³⁸. L'utilisation des méthodes de datation absolues est devenue plus élaborée avec la prise en compte de l'âge des pièces datées et des biais systématiques dus à certains milieux (milieu marin, proximité de gisements de bitume, etc.). Des méthodes proprement préhistoriques se développent comme la tracéologie, étude des micro-stigmates d'usure des outils lithiques ; ou comme l'ethno-archéologie qui s'intéresse aux rapports entre culture matérielle et organisation socio-économique et symbolique dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, de pêcheurs ou d'horticulteurs vivant encore dans des économies dites primitives. Cette approche, initiée par les Américains, est, en France, le fait de préhistoriens à la recherche de modèles explicatifs.
- 43 De nouvelles collaborations se font jour avec les biologistes, comme la recherche d'ADN dans le collagène des os préhistoriques ou la biogéochimie avec des analyses d'isotopes pour reconstituer les diètes des animaux et des hommes préhistoriques ou les analyses de matières organiques. Elles débutent dans des laboratoires d'autres départements, mais nécessitent, pour que les applications en préhistoire se développent, des postes que, rapidement, seule la section de préhistoire est prête à donner. Les préhistoriens sont en permanence attentifs aux innovations qui se développent dans les champs des sciences de la vie ou en physique et chimie, susceptibles de les aider à ouvrir plus largement le champ des investigations possibles et développer de nouvelles problématiques. Ils conçoivent ces approches comme des méthodes physiques, chimiques ou biologiques appliquées à des problématiques relevant des sciences humaines et de la préhistoire.
- 44 Cette prise en compte des disciplines complémentaires au sein de la section « anthropologie, ethnologie et préhistoire » puis « hommes et milieux : évolution, interactions » ne s'est vraiment faite que durant les vingt dernières années. Dans les années 1950, on comptait seulement deux archéozoologues. Il faut attendre le milieu des années 1970 pour qu'un troisième soit recruté. En revanche, on en compte aujourd'hui

plus d'une douzaine travaillant sur les faunes du pléistocène et de l'holocène. Le tableau présenté ci-après met bien en évidence cette montée en puissance de disciplines très variées appliquées à la préhistoire et aux archéologies plus récentes.

- 45 De nombreux préhistoriens généralistes ou culturels sont aujourd'hui proches de la retraite ou déjà sur le départ. La section « hommes et milieux : évolution, interactions » s'inquiète aujourd'hui de leur remplacement, ce qui pourrait conduire pour quelques années à un renversement de tendance. Quoique nécessaire, cette inflexion dans les recrutements ne devrait pas être trop accentuée en raison du nombre de jeunes candidats brillants dans les autres spécialités.
- 46 À son entrée au CNRS, la préhistoire était étroitement associée à la paléontologie humaine sur le terrain. Sa présence dans la section « anthropologie, ethnologie et préhistoire » du Comité national, le développement du courant d'ethnologie préhistorique créé par A. Leroi-Gourhan et la technologie lithique l'ont, pour un temps, fortement rapprochée de l'ethnologie dans ses modes de pensée. Sans renier ces liens, la préhistoire établit aujourd'hui des relations avec deux autres domaines très éloignés l'un de l'autre. Par le biais de la technologie lithique et de l'ouverture qu'elle apporte aux recherches sur l'apprentissage chez les hommes préhistoriques, la préhistoire a établi des liens avec les sciences cognitives qui se traduisent par des colloques communs (organisés par l'université de technologie de Compiègne) et par la participation à des programmes CNRS communs. Dans une optique de changement sur le long terme, comme l'archéologie, elle a trouvé en outre un nouveau champ d'application dans les études d'environnement et de changement climatique en apportant aux géographes, climatologues et hydrologues des éléments de chronologie beaucoup plus fins que ce à quoi ils ont accès, et en étudiant l'impact des activités anthropiques sur le paysage à court et moyen terme. Dans cette approche diachronique, la distinction entre préhistoire et archéologie disparaît. Ces collaborations s'expriment depuis une dizaine d'années au sein du Programme interdisciplinaire sur l'environnement³⁹, du programme Environnement puis des récents programmes PEVS (Environnement, Vie, Sociétés) et Eclipse (Environnement et climat du passé : histoire et évolution), ainsi que certains programmes européens⁴⁰.
- 47 C'est une nouvelle pluridisciplinarité qui s'instaure entre disciplines égales et éloignées pour un but qui ne vise plus seulement à accroître les connaissances en préhistoire. On passe ainsi d'une pluridisciplinarité aut centrée à une transdisciplinarité.
- 48 Cette vitalité de la préhistoire tient clairement à ce qu'elle se soit développée au CNRS. Le nombre de postes à l'Université est resté faible (moins d'une trentaine de professeurs et maîtres de conférences de préhistoire et de protohistoire aujourd'hui). Le recrutement s'est inévitablement porté de préférence sur les généralistes, spécialistes des aires culturelles. Le même problème existe également dans les universités étrangères⁴¹. Ce fut donc au CNRS et au CNRS seulement, parce qu'il se consacrait au développement de l'ensemble des champs de la recherche, qu'il a été possible aux préhistoriens de développer librement tant de domaines nouveaux.

Une communauté remuante

- 49 La volonté de secouer les institutions et de les amener à moderniser leur discipline n'est pas née chez les préhistoriens et les archéologues en 1968. R. Vaufray a mené bataille toute sa vie pour une modernisation des fouilles dans sa chronique de *L'Anthropologie*.

- 50 Entre 1974 et 1982, de jeunes enseignants de préhistoire et d'archéologie militent pour la modernisation de l'archéologie unifiée et jouent les aiguillons auprès du CNRS, des universités et du ministère de la Culture. Grâce à des appuis à la DGRST, ils obtiennent le financement d'un rapport⁴² puis d'une table ronde sur l'archéologie en Europe, que le CNRS publie en 1984⁴³. Certaines de leurs initiatives irritent les instances CNRS. Pourtant, lorsqu'ils obtiennent la tenue d'assises de l'archéologie en 1981, en parallèle aux assises de la recherche organisées par le ministère de la Recherche, le CNRS accepte de payer les missions des provinciaux à la demande du ministère de l'Éducation nationale. À cette occasion, une grande partie de la profession et les étudiants se mobilisent et discutent avec enthousiasme pendant trois jours de l'avenir de l'archéologie.
- 51 Quant à la section unique d'archéologie au Comité national proposée en 1989, et dont la profession a débattu avec passion⁴⁴, les jeunes archéologues de 1968 y songeaient déjà⁴⁵. En 1990-1991, la proposition rencontre des oppositions aussi farouches que des acceptations enthousiastes. Le débat fait rage, mais le directeur scientifique A. d'Iribarne et son adjoint, M. Gras, préfèrent finalement ne pas brusquer les choses et s'en tiennent à un regroupement en deux sections.
- 52 Lettres et motions à la direction des sciences de l'homme et de la société, au ministre de la Recherche, rassemblent des centaines de signatures, qu'il s'agisse d'une réforme des statuts des personnels, du Comité national, des baisses de budget⁴⁶ ou du statut des fouilles d'archéologie préventive et de leurs acteurs. En 1998, lors des deux grandes manifestations des archéologues d'archéologie préventive aux abords du ministère de la Culture, nombreux sont les chercheurs CNRS et les universitaires présents, qui soutiennent leur action au nom d'une certaine conception de l'archéologie préventive comme activité de recherche. Ces manifestations conduisent Catherine Trautmann, ministre de la Culture, à commander le rapport Poignant-Pêcheur-Demoule qui aboutira au vote sur la loi d'archéologie préventive du 17 janvier 2001 et à la création de l'INRAP – qu'il est prévu de lier par convention avec le CNRS et d'autres organismes de recherches.
- 53 Un bulletin d'information, *Les Nouvelles de l'archéologie*, reflète bien cet engagement passionné. Publié depuis 1980, et lu par près de huit cents archéologues, il intéresse ou il irrite mais, durant vingt ans déjà, il aura fortement contribué à instaurer et documenter les débats de politique scientifique et apporté son soutien aux aspects innovants de la discipline⁴⁷.

BIBLIOGRAPHIE

- « Archéologie en France métropolitaine », *Le Courrier du CNRS*, Dossiers scientifiques, n° 73, 1989.
- F. Audouze, « Les réformes en cours au CNRS », *Les Nouvelles de l'archéologie* n° 27, 1986-87, p. 58-64.
- F. Audouze et C. Karlin, « Situation et recrutements au CNRS : 1984 – section 33 : anthropologie, ethnologie, préhistoire », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 1984-85, p. 95.

F. Braemer, « L'archéologie au CNRS, chiffres et données sur la période 1987-1994-2000 », note du département des sciences de l'homme et de la société (présentée par F. Braemer, chargé de mission au département), Valbonne, juillet 2000.

O. Buchsenschutz, « Situation et recrutements au CNRS : 1984 – section 40 : protohistoire, mondes gallo-romains et médiévaux », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 1984-85, p. 97-98.

Centre de recherches archéologiques : liasse d'archives Gif 850001 article 11.

S. Cleuziou, « Situation et recrutements au CNRS : 1984 – section 44 : langues et civilisations orientales », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 1984-85, p. 98-99.

S. Cleuziou, « L'archéologie au CNRS : un premier bilan de l'activité des nouvelles commissions », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 51, 1993, p. 35-40.

J.-P. Demoule, S. Cleuziou, et A. Schnapp, *L'Archéologie aujourd'hui*, Belfond, Paris.

A. Leroi-Gourhan, *Évolution et Techniques, I - L'Homme et la Matière*, Albin Michel, Paris, 1943.

F. Normand et A. Richard, « L'archéologie française en crise », *La Recherche*, n° 48, sept. 1974.

A. Querrien et A. Schnapp, *Second Rapport sur l'état de la recherche archéologique en France*, Paris, 1984.

Rapports d'activité du CNRS de 1950 à 1969. Liasse d'archives Gif n° 90 0001 FD articles 64 à 66.

Rapports de conjoncture du Comité national du CNRS 1959-1996. Liasse d'archives Gif 90 0001 FD articles 23 et 24.

Rapport de la commission « unité de l'archéologie » en juin 1968, in « Les archives des Nouvelles », *Les Nouvelles de l'archéologie* n° 26, 1986, p. 84-86.

« Archéologie métropolitaine », *errata et corrigenda*, *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 26, 1986, p. 87-90.

Appel d'offres : l'ATP archéologie métropolitaine ; appel d'offres : archives de fouille, *Les Nouvelles de l'archéologie* n° 27, 1987, p. 50-51.

« ATP archéométrie », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 30, 1987-88, p. 57-58.

« ATP archéologie métropolitaine », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 30, 1987-88, p. 58-59.

Appels d'offres du CNRS et de la sous-direction de l'archéologie, « Formation et grands projets », *Les Nouvelles de l'archéologie* n° 37, 1989, p. 46-47.

« Le CNRS et la crise de l'archéologie nationale. Pétition des techniciens et chercheurs du CNRS », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 41, 1990, p. 17-18.

« CNRS et archéologie, appel pour une commission unique d'archéologie au CNRS », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 42, 1990-91, p. 49-50.

« Le recrutement en archéologie au CNRS, bilan des cinq dernières années (1987-1991) », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 45, 1991, p. 47-48.

« L'édition au CNRS, pourquoi, comment ; compte rendu du colloque du 31 octobre 1991 », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 45, 1991, p. 47-48.

« Le nouveau Comité national de la recherche scientifique », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 61, 1995, p. 11-13.

« L'archéologie et le Département des sciences de l'Homme et de la Société du CNRS : une situation insupportable », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 63, 1996, p. 41-44.

« Une nouvelle fois l'archéologie traverse une crise violente », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 73, 1998, p. 5-20.

« Le projet de réforme du CNRS ; les acteurs de la recherche archéologique s'adressent à Monsieur Lionel Jospin à propos du projet de réforme du CNRS », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 73, 1998, p. 21-23.

NOTES

1. Un certain nombre de collègues ont eu la gentillesse de me fournir des informations et de me livrer des souvenirs, tout particulièrement Jacques Briard, Marie-Claire Cauvin, Jean Chavaillon, Jean-Paul Demoule, Geneviève Dollfus, Jean-Philippe Rigaud, Valentine Roux, Alain Schnapp, Denise de Sonnevile-Bordes, Philippe Soulier et Jacques Tixier. Je les remercie de leur confiance et espère ne pas avoir trahi leurs pensées. Ma gratitude va aussi à Louis Cosnier et Michèle Sabourin, responsables des archives du CNRS au siège et à Gif-sur-Yvette, qui m'ont guidée dans le maquis des archives, à Marie-France Holzerny et Jeannine François qui ont compulsé pour moi les archives du CRA, à Brigitte Lequeux qui a extrait de sa documentation les *Rapports sur l'archéologie*, à Danièle Molez pour la préparation des illustrations, à Jean-François Picard qui m'a donné accès aux interviews de deux directeurs scientifiques, Jean Pouilloux et Jacques Lautman. Je remercie Catherine Perlès qui, en sus de me confier ses souvenirs, a bien voulu relire ce manuscrit.
2. Dans son rapport, Max Querrien n'hésite pas à considérer le CNRS comme l'instrument essentiel de l'archéologie française. M. Querrien, *Pour une nouvelle politique du patrimoine*, Paris, La Documentation française, 1982.
3. En incluant la chaire de protohistoire de Strasbourg occupée par Jean-Jacques Hatt.
4. Pour les années 1920 et 1930, voir l'article de E. et J. Gran-Aymerich dans *Les Cahiers pour l'histoire du CNRS*, CNRS ÉDITIONS, 1990, n° 9, p. 81-105.
5. Les deux premiers laboratoires de sciences humaines seront l'Institut de recherche et d'histoire des textes (l'IRHT) et l'Inventaire de la langue française.
6. R. Vaufrey a été recruté comme boursier de recherche dès 1935 par l'organisme précurseur du CNRS : la Caisse nationale de la recherche scientifique, et a fait carrière au CNRS qu'il a quitté comme maître de recherche en 1942 pour devenir titulaire d'une direction d'étude à l'EPHE. A. Leroi-Gourhan, médaille d'or du CNRS, a été recruté comme attaché puis chargé de recherche dès la création du CNRS et rattaché d'abord à la linguistique puis à l'anthropologie, ethnologie, préhistoire, avant de devenir maître de conférences à Lyon puis professeur à la Sorbonne et ensuite au Collège de France. F. Bordes a été chercheur en géologie de 1945 à 1961 avant de devenir professeur de préhistoire à Bordeaux.
7. Cinq autres préhistoriens dont deux professeurs au Collège de France, Yves Coppens et Jean Guilaine, un professeur au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, Henri de Lumley, et deux professeurs aux universités de Lille et de Paris X-Nanterre ont commencé leur carrière au CNRS : Alain Tuffreau et Éric Boëda (soit cinq universitaires de rang A sur dix).
8. Rapports d'activité du CNRS et Rapports de conjoncture du Comité national (archives du CNRS à Gif : 990001 liasses n°s 25 et 27) ; fonds « préhistoire du CNRS », liasses n°s 1-5 à Gif.
9. Le numéro de la section a changé au moins quatre fois durant ces années en fonction des reconfigurations successives du Comité national de 30 à 45 puis 40 sections.

10. Il va conduire à la création du bureau puis service des fouilles au ministère de la Culture, mais il réclame aussi des postes.
11. *Rapport de conjoncture du Comité national – Les Sciences de l’Homme*, p. 11.
12. J. Soustelle, *La Recherche française en archéologie et anthropologie*, Paris, La Documentation française, 1975, 120 p.
13. Voir plus loin les rapports Chapelot, Querrien et Schnapp (1978-80) et la table ronde éditée par Chapelot et Schnapp (1984).
14. L’AFAN est une association à but non lucratif contrôlée par le ministère de la Culture.
15. L’INRAP a été créé à la suite de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001.
16. Discours de G. Teissier, nouveau directeur du CNRS, en séance plénière du Comité national de 1947 (*Bulletin du CNRS*, série A, n° 2, 1949).
17. Gutwirth, « La professionnalisation d’une discipline : le centre de formation aux recherches ethnologiques », *Gradhiva*, n° 29, 2001, p. 25-42.
18. J.-C. Gardin, pensionnaire à l’Institut français d’archéologie de Beyrouth en 1955, s’intéresse de près, à l’instigation d’Henri Seyrig, aux méthodes nouvelles et en particulier aux techniques d’analyse documentaire mécanographique avant de se lancer plus tard dans l’aventure informatique puis l’analyse logiciste.
19. À cette époque, le département de préhistoire du musée de l’Homme n’est pas encore rattaché à la chaire de préhistoire du Muséum recréée en 1962 pour Lionel Balout, ancien recteur de l’université d’Alger, et fusionnée avec la chaire de préhistoire de l’IPH. Il le sera en 1968.
20. L. Pales, médecin militaire, ancien de l’administration coloniale, qui s’est formé sur le tas au Sahara à la paléontologie et à la préhistoire, indique qu’une partie de son groupe poursuit des recherches sur les gravures de la Marche (Pales, Sainte-Péreuse) et que les autres chercheurs dont Georges Laplace, Henri et Marie-Antoinette de Lumley poursuivent des recherches individuelles. L. Pales finance de ses deniers le laboratoire de terrain de Malarnaud-Soulabé. Le cas de P.-R. Giot est beaucoup plus intéressant. Rompu aux méthodes de l’archéologie anglaise, mais étudiant à Paris et Grenoble en géologie, il conçoit l’idée d’un laboratoire pluridisciplinaire qu’il commence à réaliser dès 1950. Assistant du directeur des antiquités préhistoriques de Bretagne en 1947, il rentre ensuite au CNRS tout en restant assistant cumulant et conservateur du musée préhistorique finistérien. Il crée le Laboratoire d’anthropologie préhistorique à l’occasion du rattachement du musée à la faculté des sciences de l’université de Rennes. Et il organise des recherches archéologiques et archéométriques entièrement consacrées à l’Armorique et qui couvrent toutes les périodes de la préhistoire et de la protohistoire par spécialisation d’un chercheur CNRS sur chaque période. En même temps, il recrute deux collaborateurs techniques CNRS et équipe le laboratoire pour la prospection géophysique, la photographie aérienne, les analyses et examens physico-chimiques courants, l’analyse spectrographique des métaux et des minéraux, l’analyse minéralogique et pétrographique des matériaux lithiques. Cette organisation est très en avance sur son temps et dérive de sa bonne connaissance de l’archéologie anglaise. Mais il ne jouera pas le rôle national auquel il aurait pu prétendre car il ne s’intéressera toute sa vie qu’à l’archéologie armoricaine dans le contexte du littoral atlantique, ce qui le conduira à prêter beaucoup plus d’attention aux pays côtiers qu’au reste de la France. L’absence de chaire de protohistoire à l’université a sans doute été un handicap insurmontable.
21. P. Jacquinot a été directeur général du CNRS de 1962 à 1969.
22. Voir *La Revue pour l’histoire du CNRS*, n° 5, novembre 2001, article de Catherine Nicault, « Le Centre de recherche français de Jérusalem », p. 24-35.

23. Marie-Claire Cauvin, *Traces d'utilisation sur les outils néolithiques du Proche-Orient*, Lyon, Maison de l'Orient méditerranéen, 1983.
24. Archives du CNRS à Gif (850001 liasse n° 11).
25. « Pour essayer de faire une archéologie qui soit fondée sur les mêmes principes que ceux des préhistoriens qui permettent de situer les objets dans leur environnement... » (extrait de l'interview de Jean Pouilloux réalisé pour le cinquantenaire du CNRS en 1989, par permission de J.-F. Picard).
26. Statut interne du CRA, juin 1971.
27. Voir *La Revue pour l'histoire du CNRS*, n° 6, mai 2002, article de Olivier Aurenche, « La MOM : récit d'un témoin », p. 26-39.
28. « Désireuse de ne pas accroître le nombre des formations plus vite que ne le permet l'augmentation de l'ensemble des moyens mis à leur disposition » rapport d'activité du CNRS 1967, p. 7.
29. F. Audouze, « L'ATP archéologie métropolitaine », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 23, 1986, p. 43-47, et « L'ATP archéologie métropolitaine », *errata et corrigenda*, *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 25, 1986, p. 87-96.
30. Mentionnons entre autres « ADN fossile », « Paléoparasitologie » et « Paléo-environnement, évolution des hominidés » piloté par le département des sciences de la Terre en 1995. Ce dernier marque le redémarrage des actions sur l'environnement, commencées en 1978 avec le PIREN, puis avec le programme Environnement (1990-1994) dans lequel les préhistoriens et les archéologues sont présents, et le PEVS « Histoire des interactions homme/milieu » (1998-2001).
31. Avec les études de technologie lithique, osseuse et céramique, et leurs prolongements sur les savoir-faire et l'apprentissage.
32. Ces derniers qui analysent surtout le métal, le verre, la céramique ou les pigments sont plutôt recrutés dans la section 32 lorsqu'ils n'appartiennent pas à une section de physique ou de chimie.
33. A. Coudart, « L'archéologie au sein de la nouvelle section 31 du CNRS ; état des choses et perspectives en matière de chercheurs », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 51, 1991, p. 33.
34. Il a d'ailleurs été question d'une commission unique d'archéologie à plusieurs reprises, en particulier en 1985-1986.
35. Ce phénomène de rejet a touché dans les années 1970 les physiciens qui s'intéressaient un peu trop à l'analyse des céramiques, les chimistes qui travaillaient sur la composition des objets métalliques ou des monnaies, les sédimentologues qui ne travaillaient qu'avec des préhistoriens, les micromorphologues dont le programme était trop tourné vers l'anthropisation des sols et pas assez sur les impacts climatiques ou la pollution. Il y a eu plusieurs fois des tentatives pour écarter des appels d'offres dans les programmes de recherche d'environnement les projets trop liés à l'archéologie. Soit la carrière de ces chercheurs était bloquée, les promotions étant réservées aux chercheurs travaillant sur les sujets cibles des sections concernées, soit il leur était enjoint de changer de sujets de recherche. Cela a conduit un certain nombre d'entre eux à rejoindre les sections de préhistoire ou d'archéologie.
36. Taphonomie : étude de l'évolution du corps après la mort. Par extension, étude de la position, de l'orientation et de l'état de conservation non seulement des ossements humains mais aussi des vestiges de faune et des outils de pierre (source : *Dictionnaire de la préhistoire*, Paris, Encyclopedia Universalis/Albin Michel, 1999).
37. A. Leroi-Gourhan, qui est un des fondateurs de l'archéozoologie en France, avait utilisé le concept de conservation différentielle pour caractériser la sélection naturelle des

ossements en fonction de leur robustesse et de leur résistance aux dégradations biochimiques. Mais il n'avait pas perçu la dimension anthropique qui a été introduite par des préhistoriens américains comme L. Binford, J. B. Bertram (« *Bone frequencies and attritional processes* », in L. Binford ed., *For Theory Building in Archaeology*, New York, Academic Press, 1977, p. 77-153), D. Grayson ou P. Villa qui ont par ailleurs développé des analyses quantitatives et des indices afin d'identifier les agents responsables des dégradations.

38. À l'archéologie des vestiges façonnés par l'homme s'ajoute désormais une archéologie du sédiment, qui analyse les traces des activités humaines dans le sol même, une façon de construire l'histoire ou l'ethnologie des hommes préhistoriques par les indices fournis par le sédiment.

39. PIREN, créé en 1978.

40. *The Environmental Perception and Policy Making Project* au sein duquel ont été effectués les programmes Archaeomedes (qui associait le Centre de recherche archéologique à neuf laboratoires de recherche et départements universitaires européens, coordonné par Sander van der Leeuw, lecteur à l'université de Cambridge puis professeur à l'université de Paris I) et Populus avec le projet de Philippe Leveau sur l'étang de Berre.

41. Sauf en Angleterre où le développement de *Departments of archaeological science* depuis une dizaine d'années a permis le recrutement des spécialistes d'environnement et d'archéométrie. Seul le système des académies des sciences d'Europe orientale et centrale avec leurs chercheurs à plein temps avait permis de recruter des spécialistes, des tracéologues notamment en Union soviétique dès les années 1950. Mais le carcan idéologique n'a guère permis à ce système de montrer tous ces avantages dans les sciences humaines.

42. J. Chapelot, A. Querrien et A. Schnapp, « Enquête sur la politique archéologique en France – 1978 », in *Le Progrès scientifique*, n° 202, 1980 (version dactylographiée, 1979, MSH, Paris).

43. J. Chapelot et A. Schnapp, *La Politique de l'archéologie en Europe. Actes de la table ronde tenue à Paris les 4 et 5 avril 1978*, Paris, Éditions du CNRS, 1984, 132 p.

44. *Les Nouvelles de l'archéologie*, 1990-1991.

45. *Les Nouvelles de l'archéologie*, 1986.

46. En témoigne la pétition remise par C. Goudineau, professeur au Collège de France, au ministre de l'Éducation nationale le 18 avril 1996 qui rassemble 400 signatures venant de 40 laboratoires dont 16 de préhistoire.

47. Ses trois bailleurs de subvention (CNRS, ministère de la Culture, ministère des Affaires étrangères) tour à tour la subventionnent, la privent de subvention puis la re-subventionnent, courroucés par certains éditoriaux ou articles trop polémiques à leur goût.

RÉSUMÉS

Prehistory and the CNRS

Since its foundation, the CNRS has supported the study of prehistory, a field that, despite being subsumed under archeology, gradually became a discipline in its own right in the human and social sciences. This article shows us the key factors that influenced this development during six decades: the researchers' initiatives, the policies of the scientific directors, and the choice of scientists by the section of the National Committee in charge of prehistory. Researchers, operating originally at an individual level, first organized themselves in small laboratories created on their own initiative; they were then brought together in large laboratories by the scientific management in charge of prehistory, which has now pooled most of these laboratories into *Maisons des Sciences de l'Homme* (MSH) alongside with other laboratories of social sciences. The Center for Archeological Research (CRA) constituted an original solution of a network of laboratories scattered all over France, middle path between the laboratories and the MSH, which permitted acceleration in transmitting innovations among the prehistory and classical archeological research teams that belonged to the CRA.

Prehistory developed according to two different approaches: the chronostratigic approach strongly linked to geology and paleontology; and the approach of prehistoric ethnology closely linked to social anthropology and ethnology of techniques. Prehistory experienced a complete renewal in field research methods, and gradually attracted researchers in disciplines considered first as auxiliary, then as interdependent, before becoming an integrated field of disciplines (archaeosciences), in which the study of human impact on sediments and analyses of organic materials play a major role (archaeozoology, geoarchaeology, archaeobiology, etc.). Today, the study of prehistory is experimenting with cross-disciplinary organization where it is associated with the cognitive sciences or environmental sciences.

Like other archeologists, prehistorians are highly concerned about the destruction of archeological sites and actively encourage the government to create a solution. Prehistorians have a global vision of future development of their discipline that goes beyond institutional frontiers.

INDEX

Mots-clés : outil, protohistoire, préhistoire, sédimentation, archéologie, archéoanthropologie, hommes et milieux, maison des sciences de l'homme, fouille, archéozoologie

AUTEUR

FRANÇOISE AUDOUZE

Françoise Audouze est directrice de recherche au CNRS, au sein de l'UMR 7041 (équipe d'ethnologie préhistorique). Élève d'André Leroi-Gourhan à la Sorbonne, diplômée d'histoire et d'histoire de l'art et d'archéologie, docteur en préhistoire, elle s'est spécialisée dans l'étude de l'âge du bronze et de l'habitat au paléolithique supérieur. Chargée de cours à l'université Paris I, elle a longtemps enseigné en licence et enseigne aujourd'hui en DEA d'archéologie. Elle a été membre du Comité national en section 33 (histoire moderne et contemporaine) ; elle est membre de la commission « histoire, histoire de l'art et archéologie » du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS Belgique) et de plusieurs comités de lecture ; elle a participé à la création des *Nouvelles de l'Archéologie* dont elle reste membre du comité de rédaction. Elle a dirigé le Centre de recherches archéologiques de Valbonne et son réseau de laboratoires de 1988 à 1997. Ses publications en France et à l'étranger portent sur la parure et l'habitat à l'âge du bronze

et sur le magdalénien du Bassin parisien où elle a mené pendant vingt-six ans des fouilles sur l'exceptionnel habitat de plein air magdalénien de Verberie-Le-Buisson-Campin dans l'Oise. Ses recherches l'amènent à collaborer avec des équipes de recherche américaines (universités d'Iowa et de New York à Buffalo). F. Audouze a publié notamment en collaboration avec O. Buchsenschutz, *Villes, villages et campagne de l'Europe celtique*, Paris, Hachette, 1989, 362 p. ; en collaboration avec J. G. Enloe, « *High Resolution at Verberie : Limits and Interpretation* », *World Archaeology*, 29.2, 1997, pp.195-207 et « *Leroi-Gourhan, a philosopher of evolution and technique* », *Journal of Archaeological Research*, vol.10, n° 4, pp. 277-306.